

©Libération.fr / 1er oct. 2008

«Le régime birman a une réelle capacité à se régénérer»

Interview de Renaud Egreteau, du Centre d'études et de recherches internationales

Recueilli par ÉRIC LANDAL

Des mesures de sécurité très strictes ont été prises ces jours-ci à Rangoun pour étouffer toute velléité de manifestation. Il y a un an, le régime militaire réprimait les défilés contre la vie chère menés par les bonzes. Selon l'ONU, 31 personnes ont été tuées, 74 portées disparues, et près de 4 000 autres arrêtées. Renaud Egreteau, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), estime que le régime est sorti renforcé de la crise.

-Un an après la révolution Safran [en référence à la robe des bonzes], la junte birmane n'est-elle pas plus que jamais maîtresse du pays?

Elle a effectivement conforté ses positions, notamment vis-à-vis d'une communauté internationale impuissante face à la révolte des bonzes, et guère influente après le cyclone Nargis en mai. Le régime a intensifié la répression contre l'opposition.

-La libération récente de 9 002 prisonniers n'a-t-elle pas été l'occasion de montrer que la junte ne redoutait pas grand-chose ?

Elle est indéniablement confiante. Tous les deux ans, elle libère des prisonniers par vague. Généralement, tous ont terminé leur peine. Win Tin [le plus ancien détenu birman et membre de la Ligue nationale pour la démocratie, ndlr] avait été condamné à dix-neuf ans de prison en 1989. Il a été libéré au terme de sa peine. Win Tin n'est plus une menace crédible pour les généraux birmans.

-Comment expliquer l'échec de la médiation de l'ONU pour instaurer un dialogue entre l'opposition et les militaires ?

D'abord, la junte militaire se sait assez forte pour résister aux pressions. Elle seule décide d'octroyer ou pas des visas pour les envoyés spéciaux des Nations unies. Ensuite, elle fait face à une communauté internationale divisée. Elle bénéficie du soutien de la Chine, qui reste le partenaire économique et militaire de la Birmanie. Pékin a besoin de débouchés économiques vers le Sud et stratégiques avec l'océan Indien.

-A quoi tiennent les divisions au sein de l'opposition ?

Vingt ans après l'échec de la révolution de 1988, l'opposition manque d'un leader. Bien que très respectée, Aung San Suu Kyi est assignée à résidence et isolée. La LND (Ligue nationale pour la démocratie) est encore dirigée par les «oncles», les fondateurs du parti, qui sont presque tous octogénaires. Les militants de la génération 88, qui ont une quarantaine d'années à présent, ont exprimé des divergences avec la LND. Mais ils ont été arrêtés en 2007, après le début des manifestations.

-Qu'est-ce qui pourrait bouleverser le calendrier fixé par la junte après le référendum constitutionnel du printemps, qui prévoit des législatives en 2010 ?

Pas grand-chose de fait. Il semble que l'opposition et la communauté internationale aient accepté à la fois la date et le principe de ce scrutin. Le débat tourne sur le choix de participer ou pas à cette élection.

-L'état de santé du général Than Shwe, le chef de la junte, peut-il devenir un facteur d'instabilité ?

Ce sont des rumeurs évoquées depuis vingt ans. Le régime et l'armée ont une réelle capacité à se régénérer, à se purger des «mauvais éléments». Une nouvelle génération émergera, certainement après les législatives de 2010. L'armée va tenir le haut du pavé dans les dix prochaines années. On ne peut pas l'écarter du paysage politique birman.